

Empires et nations au 19^e siècle

Plan de la conférence

1. L'Empire de Napoléon	2
2. Le Congrès de Vienne (1814-1815) et la Sainte Alliance	4
3. L'unification de l'Italie et de l'Allemagne (1848-1871).	6
4. La diplomatie de Bismarck.....	10
5. L'expansion coloniale de l'Europe (1870-1912).	12
6. La crise de l'Empire Ottoman (1812-1912).	14
7. Les alliances européennes (1882-1914)	15

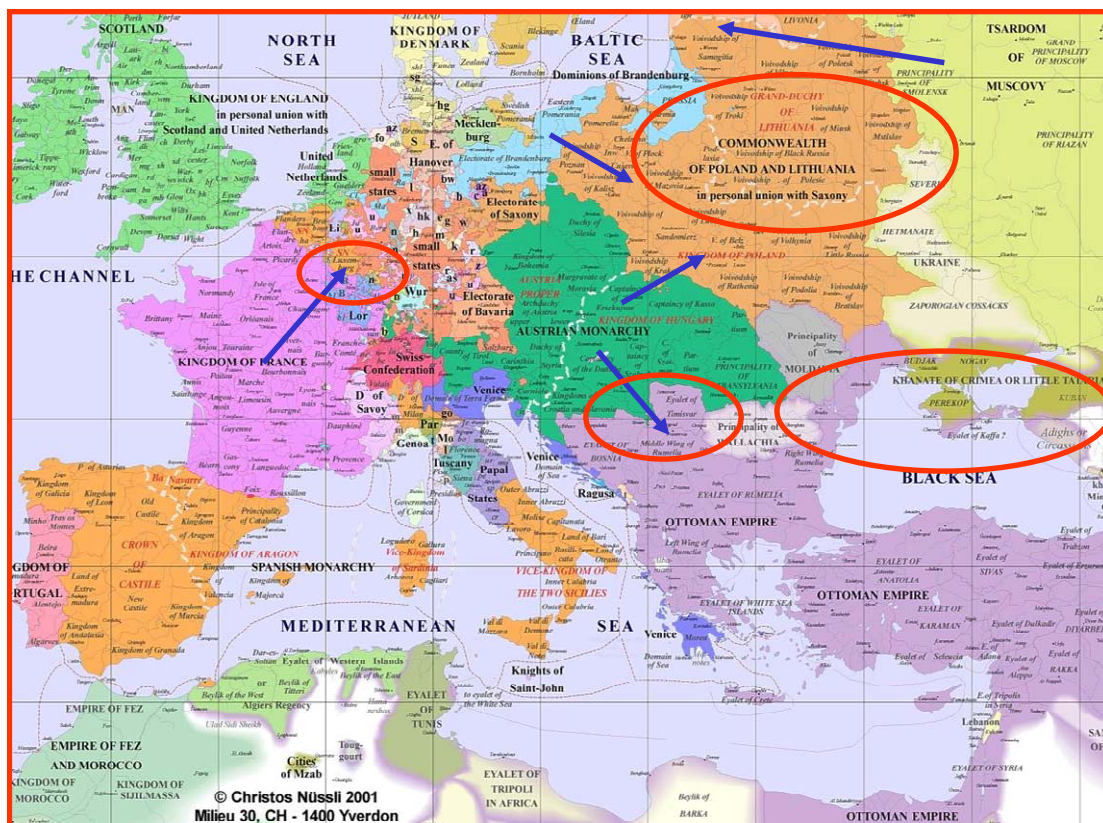
Les relations internationales contemporaines sont marquées par les évolutions du système international au cours des deux derniers siècles.

Le 19^e siècle est celui des États-nations – la plupart des États européens contemporains, ainsi que les États contemporains en Amérique du sud apparaissent pendant cette période comme entités souveraines :

- L'Allemagne impériale en 1871 ;
- L'Italie unifiée en 1871 ;
- Les pays balkaniques tels la Serbie (1816), la Grèce (1830), La Roumanie (1861 après l'unification de la Valachie et de la Moldova), la Bulgarie (1878).
- La Pologne, partagée depuis 1772 à trois fois se voit indépendante entre 1806 et 1815.
- L'Empire autrichien devient en 1867 une monarchie dualiste – Autriche-Hongrie.
- Les pays de l'Amérique du sud (Bolivie, Venezuela, Argentine, Colombie, Panama, Mexique, Pérou, Chili, Paraguay, Uruguay, Nicaragua, Costa Rica,

Les éléments fondateurs du système international au 19^e siècle se dessinent au cours du 18^e siècle – l'établissement des États souverains après la Guerre des Trente ans (1618-1648), les nombreuses guerre de succession (Espagne, Bavière, Pologne), mais surtout la Guerre des Sept ans (1756-1763). Ces événements cristallisent à la fin du 18^e siècle dans une transformation profonde des relations internationales par la Guerre d'indépendance des États-unis d'Amérique et la Révolution française. À partir de ces deux grandes révolution, un conflit majeur s'installe dans les relations internationales – entre la souveraineté nationale et les prétentions dynastiques de succession.

L'Europe au début du 18^e siècle



Légende : les ovales rouges – zones de conflits structurels ; les flèches bleues – directions de l'expansion des puissances.

L'Empire de Napoléon I

1. 1789-1792 la France est une monarchie constitutionnelle. Mais l'abrogation des privilèges de l'aristocratie (y compris les nobles allemands avec des possessions en France) met la France en conflit avec les États du Saint Empire germanique, dont l'empereur est de la maison des Habsbourg (Autriche).
2. 1792-1795 la République affronte les coalitions des États européens, dont la puissance centrale est l'Angleterre.
3. Après le gouvernement jacobin (1793-1794), le Directoire (1794-1799) et le Consulat (1799-1804), l'Empire français est proclamé en 1804. En devenant Empereur des français, Napoléon supprime le Saint Empire germanique, depuis lors les souverains de l'Autriche portent le titre d'Empereur de l'Autriche.

L'Europe sous l'hégémonie française



8. Vers 1812 Napoléon est maître de l'Europe:
 - la France annexe la Belgique, la Catalogne, l'État pontifical (la région de Rome), la province Illyrienne (act. Slovénie et Croatie du Sud);
 - il est aussi Roi d'Italie;
 - les membres de sa famille gouvernent des royaumes et des principautés en Europe (Joseph, roi de Naples et roi d'Espagne; Louis, roi de Hollande; Jérôme, roi de Westphalie);
 - même ses maréchaux deviennent rois - Murat à Naples, Bernadotte en Suède.
 - l'Autriche est alliée (Napoléon se marie avec Marie-Louise d'Autriche), la Prusse est subordonnée, le Grand duché de Varsovie est indépendant et allié de la France;
 - la Russie est un pays amical.
9. En 1812 Napoléon instaure le Blocus continental, un système qui interdit le commerce avec la Grande Bretagne depuis les ports européens sous le contrôle français.
10. La guerre avec la Russie (1813-1814) et la perte de la campagne de 1814, puis Waterloo en 1815 amène à l'exil de Napoléon sur l'île britannique de Sainte Hélène.

L'Europe centrale en 1806



L'Europe centrale en 1810



— Limite de la Confédération du Rhin

D'après A. Alba, J. Isaac, Ch. H. Pouthas, *L'époque révolutionnaire, 1789-1851*, Hachette, Paris, 1950.
In *Questions internationales*, n°27, La Documentation française, Paris, septembre-octobre 2007.
<http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/revues/qi/sommaires>



SCIENCES PO

Atelier de cartographie
de Sciences Po, 2007,
www.sciences-po.fr/cartographie



Seul l'usage pédagogique en classe ou centre de documentation est libre. Pour toute autre utilisation, contacter : carto@sciences-po.fr
Pedagogical use only. For any other use dissemination or disclosure, either whole or partial, contact : carto@sciences-po.fr

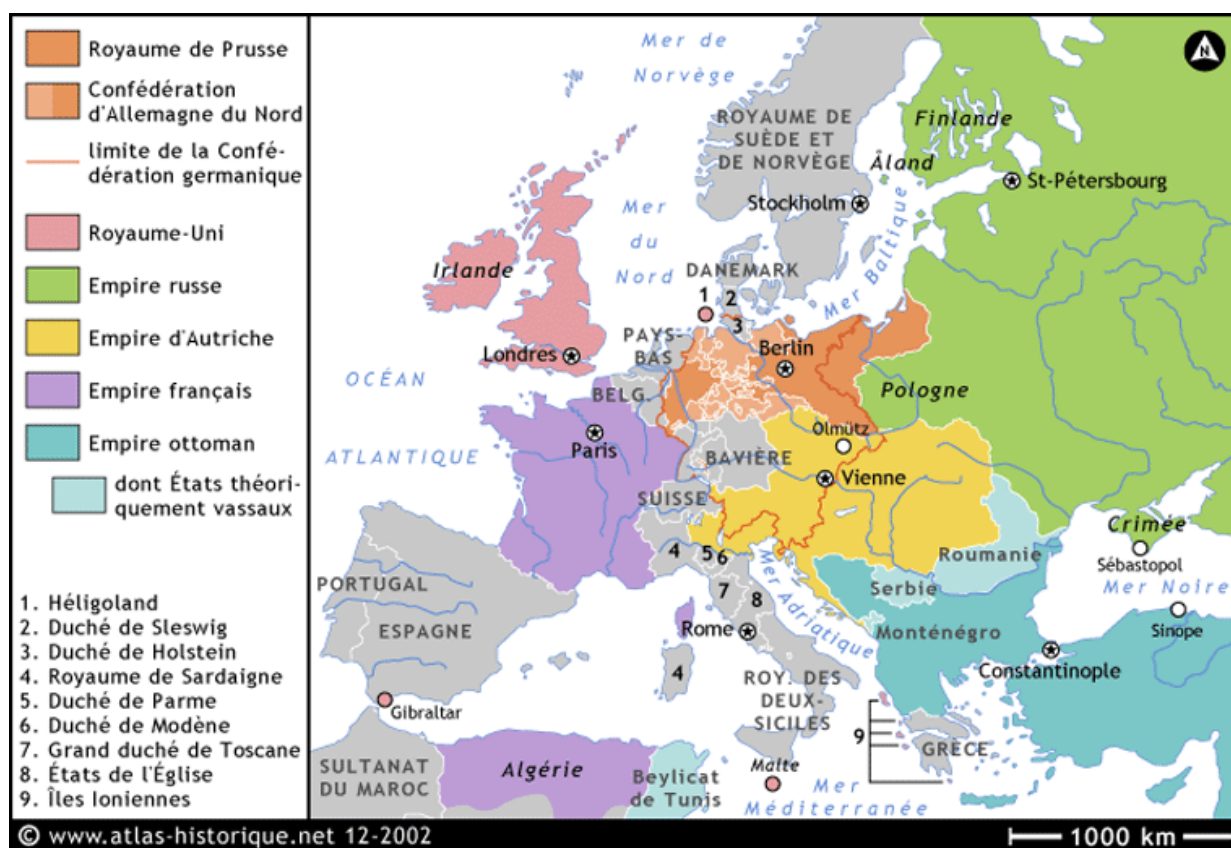
Napoléon I entreprend une réforme de la carte politique de l'Europe, en essayant de mettre fin à la structure étatique d'origine médiévale, surtout en Europe centrale :

- Il établit une unification sous tutelle française des pays allemands de la rive droite du Rhin (la Confédération rhénane).
- Il rétablit l'État polonais indépendant sous la forme du Grand duché de Varsovie sous tutelle française.
- En Italie il établit dans le nord un Royaume d'Italie unifié, dont il est le roi.

Roberto Gimeno et Atelier de cartographie de Sciences Po, juillet 2007

Le Congrès de Vienne

1. Le Congrès de Vienne (1814-1815) ne restaure pas la situation en Europe avant les guerres napoléoniennes, mais transforme la carte européenne en tenant compte des nouvelles réalités:
2. Les vainqueurs gagnent des territoires:
 - la Russie rattache la Pologne, l'empereur Russe devient roi de Pologne;
 - la Prusse s'agrandit et obtient la Westphalie, la région rhénane et devient la puissance allemande au Nord;
 - l'Autriche obtient l'Italie du Nord et la Dalmatie;
 - le royaume de Sardaigne se restitue le Piémont (Turin), ainsi qu le Savoie de la France.
3. Le Saint Empire germanique n'est pas restitué, à la place est constitué une Confédération germanique avec l'empereur autrichien en tête et comme membres 39 États (1 empire, 5 royaumes, 1 principauté, 7 grands duchés).



4. La Sainte alliance des trois souverains chrétiens est instaurée entre la Russie, l'Autriche et la Prusse en 1815. Son but est d'empêcher toute tentative de changement dans l'ordre légitimiste. Mais ce n'est pas facile:
 - l'Autriche intervient en Italie pour aider les princes les révolution populaires et ainsi se fait l'ennemi principal de tous les patriotes italiens;
 - la France refuse d'intervenir en Amérique latine pour restaurer le pouvoir espagnol en 1821 et se rallie progressivement à la Grande Bretagne, puissance libérale, hostile au légitimisme;
 - la Russie et l'Autriche se heurtent dans les Balkans, chacune de ces puissances essayant de contrôler la région;
5. la Sainte Alliance est fortement ébranlée pendant la guerre pour l'indépendance de la Grèce en 1827-1829, où la Russie, la France et la Grande Bretagne soutiennent les Grecs contre le pouvoir jugé légitime du sultan des Ottomans.
6. Les révolutions de 1848-1849 mettent fin à la Sainte alliance.



UN SYSTÈME INTERNATIONAL « UNIPOLAIRE » APRÈS 1815

-  Traité de la Sainte-Alliance * (26 sept. 1815)
-  Pacte de Chaumont * (20 nov. 1815) instituant la Quadruple Alliance
-  Limites de la Confédération germanique
-  Nouveaux États nés à la suite du Congrès de Vienne

* Ces deux traités constituent le cœur du système Metternich autour duquel gravitent les autres monarchies européennes (Congrès de 1818 à 1822).
La réintégration de la France en 1818 fragilise le système qui perd de sa raison d'être

L'unification de l'Italie



1. Le royaume de Sardaigne est considéré comme le seul en Italie, étant gouverné par une dynastie italienne (de Savoie). Les autres États italiens sont gouvernés par des maisons étrangères:

- les Bourbons (comme en France et en Espagne) sont souverains au royaume des Deux Siciles (Naples), aussi au duché de Parme;
- les Habsbourg (comme en Autriche) souverains à Modène et à Toscane;
- l'État pontifical englobe Latium (Rome) Ombrie (Ancône) et Romagne (Bologne).

2. Le roi de Sardaigne Victor-Emmanuel II avec son ministre comte de Cavour entreprennent l'unification de l'Italie avec l'aide des puissances étrangères (1858-1871):
3. La France de Napoléon III (empereur de 1852 à 1870) aide la Sardaigne contre l'Autriche dans la guerre de 1859. Sardaigne rattache la Lombardie avec Milan en rendant Savoie à la France.
4. Les Mille de Garibaldi attaquent l'État pontifical et soutiennent une révolte populaire, Sardaigne (Piémont) intervient et rattache Ombrie et Romagne.
5. En 1861 les Bourbons sont démis en Naples suite d'une révolution, un parlement italien est convoqué et proclame Victor Emmanuel II roi de l'Italie.
6. S'alliant à la Prusse dans la guerre contre l'Autriche en 1866 l'Italie rattache la région Vénitienne avec l'Istrie. Le Tyrol du Sud reste en Autriche jusqu'à la fin de la Première guerre mondiale.
7. La région de Rome reste sous l'autorité du Pape, protégé par la France de Napoléon III. Après la chute de Napoléon et la défaite de la France en 1871 par la Prusse, les troupes piémontaises entrent à Rome et proclament la ville capitale de l'Italie. Le Pape se considère "prisonnier" et reste en conflit avec l'État italien jusqu'à 1929 (les accords de Latran).

L'unification allemande

Encyclopédie Microsoft® Encarta® en ligne 2008 : <http://fr.encarta.msn.com>
© 1997-2008 Microsoft Corporation. Tous droits réservés.

L'unification allemande, période de l'histoire de l'Allemagne qui a abouti au regroupement des États allemands sous l'égide de la Prusse (1806-1871).

Limitée chronologiquement par la dissolution du Saint Empire romain germanique (1806) et par la proclamation du II^e Reich (1871), la période du *Zwischenreich* (entre-deux-empires) est fondamentale dans l'histoire de l'Allemagne : marquée par le processus d'unification politique, elle est également durablement bouleversée d'un point de vue économique (avec le passage à une économie industrielle) et social (avec l'émergence du pangermanisme). Durant toute cette période, deux États germaniques s'affrontent pour la réalisation de l'unité sous leur direction, l'Autriche et la Prusse.

1. Les facteurs de l'unité

1.1. Le sentiment national

En 1806, en mettant un terme au séculaire Saint Empire, Napoléon I^{er} donne naissance à une confédération d'États allemands, la **Confédération du Rhin**. Mais l'instauration du français comme langue obligatoire et le poids de l'administration française suscitent une francophobie qui stimule, par un effet mécanique évident, le sentiment national allemand. Théorisé par Fichte (*Discours à la Nation allemande*, 1808), ce sentiment se cristallise progressivement dans les consciences.

1.2. La confédération d'États

Après la chute de Napoléon, les traités de 1815 redessinent et simplifient quelque peu la carte politique des pays germaniques, au profit des grandes principautés, notamment de l'Autriche et de la Prusse. Chancelier autrichien et champion de l'ordre européen issu du congrès de Vienne, le prince de Metternich impose aux États allemands la **Confédération germanique**, dont son conseil aux pouvoirs restreints, la Diète de Francfort, est sous le joug autrichien. Le système Metternich de haute surveillance des États de la Confédération laisse alors peu d'espace à tout sentiment national et pangermaniste.

Pourtant, durant les premières décennies du XIX^e siècle, les *Burschenschaften* (camaraderies) — associations universitaires d'inspiration libérale — et les écrivains se réclamant du mouvement « Jeune-Allemagne » revendiquent déjà une Allemagne unifiée et démocratique avant que les associations ne soient supprimées et leurs membres exilés. Le reste des populations germaniques subit durement le marasme économique dû, pour partie, à la complexité de la Confédération.

2. Les premiers pas vers l'unité

2.1. L'union douanière, première étape vers l'unification

Dans une Allemagne morcelée, les frontières sont nombreuses et les péages qui les jalonnent brident considérablement le commerce, donc tout démarrage industriel. En 1834, la Prusse initie une union douanière, le **Zollverein**, qui impose un tarif douanier unique et devient rapidement une véritable zone économique couvrant la plupart des États allemands, à l'exception de l'Autriche.

Cette unité économique orchestrée par la Prusse est efficacement complétée par un réseau de chemin de fer qui est élaboré à partir de 1840. La Prusse brille bientôt par son dynamisme économique et par sa production industrielle : elle jouit, en effet, de la production du bassin houiller de la Ruhr et abrite des familles à fort potentiel — la famille Krupp, qui travaille dans l'acier depuis le début du siècle, prend son essor lors du décollage industriel du milieu du 19^e siècle.

2.2. Le parlement de Francfort et l'échec de 1848

Le « Printemps des peuples » qui secoue l'Europe à partir de 1848 avive la question du nationalisme allemand. Les mouvements révolutionnaires prennent leur élan dans les régions du sud de l'Allemagne puis, manifestant l'existence de liens réels entre les différents États, s'étendent de la Bavière à la Prusse. L'insurrection est à la fois libérale et nationale : un parlement de Francfort est créé pour construire l'unité de la nation allemande. Comme le souligne l'historien François Roth, l'objectif unique de ce parlement est de « réaliser l'unité politique des peuples allemands dans un Empire dont les institutions seraient fondées sur la souveraineté populaire. À cette tâche, l'assemblée doit associer les États pour transformer la Confédération d'États en 1815 en un État fédéral. »

S'il ne règle pas clairement la question du régime, le parlement de Francfort nomme un gouvernement provisoire qui s'applique à donner à l'Allemagne une existence officielle (même s'il ne dispose d'aucun moyen financier ni de force

armée propre). Il crée ainsi une diplomatie, abolit les douanes intérieures et prévoit l'annexion de tous les territoires germanophones, qu'ils soient suisses, luxembourgeois ou hollandais.

Au cours de cette période, des débats animés opposent les partisans d'une « Petite Allemagne » — strict pangermanisme à dominante prussienne — à ceux d'une « Grande Allemagne » intégrant l'Autriche — idéal austrophile de Mitteleuropa. En janvier 1849, le Parlement choisit la solution prussienne et élit peu après le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV empereur d'Allemagne. Le refus de cette élection par le souverain prussien est motivé à la fois par la crainte de devoir sa couronne à une assemblée révolutionnaire (et non à une légitimité dynastique traditionnelle) et par la crainte de représailles du puissant voisin autrichien. En définitive, son refus est, d'une part, le coup de grâce du parlement de Francfort et, d'autre part, l'échec d'une unification réalisée par la voie libérale ; l'autre voie, choisie bientôt par le Prussien Otto von Bismarck, a pour critères l'autoritarisme et le conservatisme.

2.3. De l'« Union restreinte » à la reculade d'Olmütz

Pour sa part, l'Autriche n'a pas abandonné son ambition de réunir les États allemands sous sa direction. Aussi, lorsque Frédéric-Guillaume IV de Prusse crée, en 1850, une « Union restreinte » — fédération associant la Prusse, la Saxe et le Hanovre, mais à laquelle refuse d'adhérer la Bavière —, François-Joseph I^{er} le menace d'un conflit ouvert avec l'Autriche et son alliée la Russie. La reculade d'Olmütz de novembre 1850 renvoie alors l'Allemagne à la situation de 1815, régie par la Confédération germanique. Victorieuse sur le plan politique, l'Autriche n'est pas pour autant intégrée au Zollverein et, d'un point de vue économique, la Prusse demeure l'État le plus puissant de la Confédération.

3. La construction de l'unité aux dépens de l'Autriche et de la France

3.1. L'Autriche écartée à Sadowa

En octobre 1864, trois petits duchés germanophones sous domination danoise — le Schleswig, le Holstein et le Lauenbourg — donnent l'occasion à la Prusse et à l'Autriche de s'allier pour les récupérer (voir **guerre des Duchés**). Ce qui pourrait apparaître comme un signe d'apaisement est en fait, pour le chef du gouvernement prussien Otto von Bismarck, l'occasion de discréditer l'Autriche. L'administration du Holstein revenant à l'Autriche et celle du Schleswig et du Lauenbourg à la Prusse, Bismarck prétexte la mauvaise gestion autrichienne pour susciter un conflit et finit par déclarer la guerre à l'Autriche (**guerre austro-prussienne**). Mais, afin d'éviter la répétition de la mésaventure d'Olmütz, Bismarck a auparavant pris le soin de s'assurer de la neutralité des principaux États voisins.

Très rapidement, l'Autriche subit une sévère défaite à Sadowa (3 juillet 1866) et doit s'incliner ; par **la paix de Prague** (23 août 1866), elle doit laisser la Prusse s'emparer des États situés au nord du Main dans le cadre de la **Confédération de l'Allemagne du Nord** et accepter la dissolution de la Confédération germanique.

3.2. La guerre contre la France

L'Autriche définitivement écartée du monde germanique, il ne reste plus à la Prusse qu'à dépasser les réticences des États du Sud. Louis II de Bavière, en particulier, ne souhaite pas être chassé du trône, même au nom de l'Unité allemande. Habile tacticien, Bismarck, qui a laissé espérer à Napoléon III des compensations territoriales pour son attitude pendant la guerre des Duchés, laisse ce dernier se rendre impopulaire en Allemagne, par ce qu'il est convenu d'appeler la politique des « pourboires » ; demandant successivement la Sarre, le Palatinat bavarois, la Hesse rhénane, la Belgique et le Luxembourg, le chef de l'État français suscite un sentiment francophobe dans l'opinion allemande et se pose en ennemi de l'intégrité territoriale allemande.

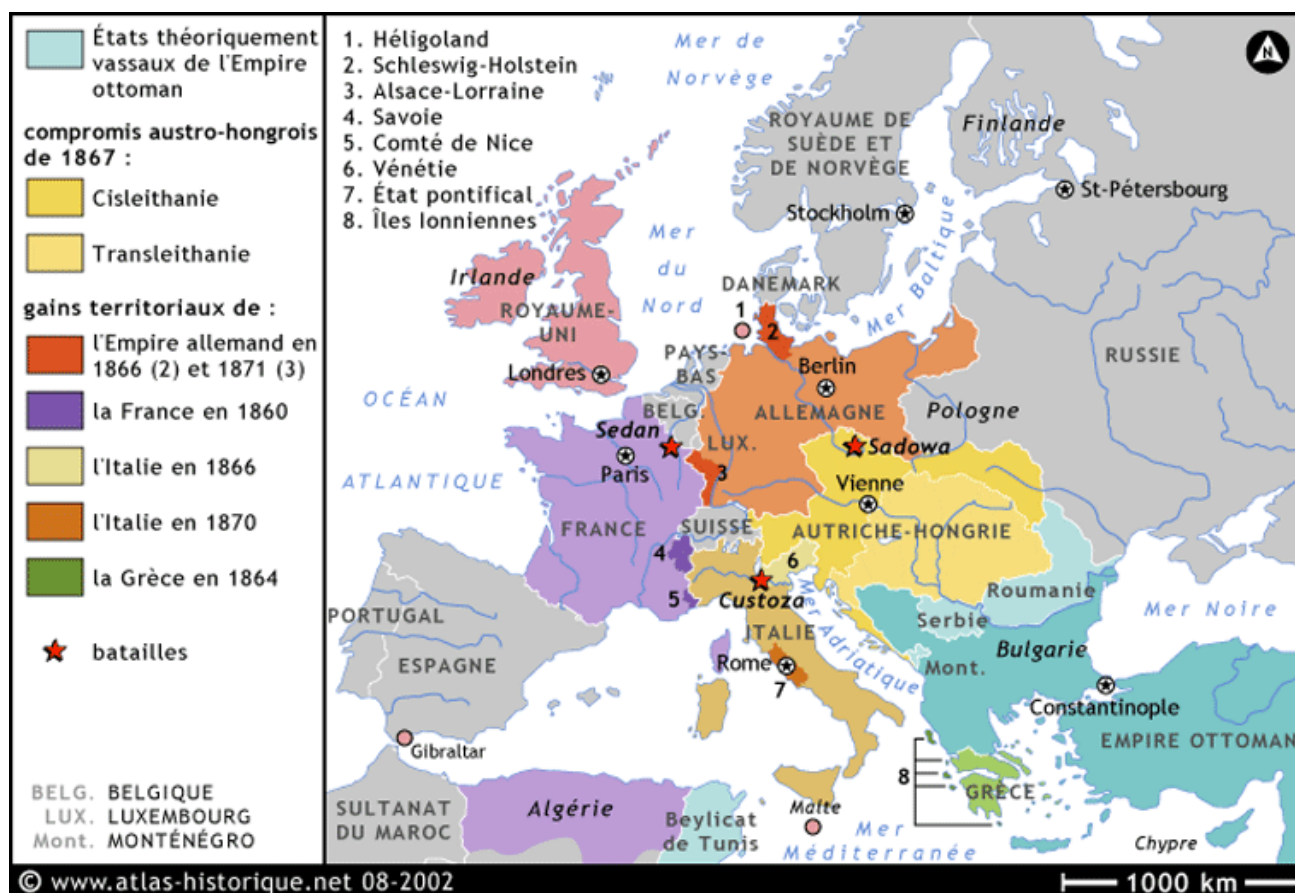
Fin manipulateur, Bismarck utilise la dépêche d'Ems pour pousser Napoléon III à commettre l'acte d'agression souhaité : la France déclare la guerre à la Prusse le 19 juillet 1870 (voir guerre franco-allemande). En trois semaines, les troupes françaises sont débordées de toutes parts et Napoléon III capitule le 2 septembre à Sedan.

3.3. La proclamation du II^e Reich

La guerre franco-allemande fournit à Bismarck une victoire fondatrice : alors que Paris résiste toujours, le 18 janvier 1871, le chancelier fait proclamer par les princes l'**Empire allemand** (Deutsches Reich), réunissant l'ancienne Confédération de l'Allemagne du Nord, les États du Sud ainsi que l'Alsace et la Lorraine du Nord nouvellement annexées.

La galerie des glaces de Versailles, lieu symbolique de la proclamation du II^e Reich, incarne clairement la façon dont s'est élaborée l'unité. S'appuyant sur une réalité culturelle et économique, la Prusse a concrétisé politiquement sa domination sur les États allemands « par le fer et par le sang », selon les termes de Bismarck. Mais si l'unification politique de l'Allemagne est l'œuvre d'un État (la Prusse) et notamment d'un homme (Bismarck), l'union des peuples germanistes aux forts particularismes est encore longue.

L'Europe en 1971



La diplomatie de Bismarck

1. L'Unification de l'Allemagne se fait avec la compétition de l'Autriche et de la Prusse (1848-1871). Dans les institutions de la Confédération germanique l'Autriche a une prépondérance.
2. La concurrence entre la Prusse et l'Autriche devient majeure après la tentative de la Prusse d'établir une union économique au Nord de l'Allemagne. En 1833 la Zollverein (Union douanière) est établie par plusieurs États allemands du Nord, avec la Prusse et sans l'Autriche.
3. Les deux puissances agissent ensemble dans le conflit avec le Danemark pour le contrôle sur Schleswig et Holstein (deux duchés au nord, peuplés d'allemands, membres de la Confédération germanique, mais revendiqué par la couronne danoise. Dans la Seconde guerre des duchés le Danemark doit accepter un condominium prusso-autrichien sur les duchés en 1864.
4. La Prusse du jeune Frédéric-Guillaume IV, avec son chancelier Bismarck, s'impose de plus en plus comme puissance hégémonique dans toute l'Allemagne. Elle essaie de mettre la main sur les institutions pan-germaniques, en essayant de les substituer par un nouveau parlement pan-germanique, avec un rôle plus important de la Prusse. La tentative de l'Autriche de reprendre le contrôle sur les institutions pan-germanique provoque une guerre en 1866. La Prusse remporte la victoire, soutenue par l'Italie. La paix signée est honorable pour l'Autriche, car Bismarck espère l'avoir comme allié dans le futur.
5. Un prétexte, lié à la succession de la couronne de l'Espagne oppose dans une guerre la France et la Prusse en 1870. Les prussiens envahissent le nord de la France, capturent l'empereur Napoléon III à Sedan, atteignent Paris. Le traité de paix de Francfort oblige la France de céder l'Alsace et la Lorraine à la Prusse, alors que la révolution établit la Troisième république, et le roi de Prusse est couronné empereur de l'Allemagne à Strasbourg en 1871.
6. Après la guerre la diplomatie de Bismarck essaie de marginaliser la France, de l'entourer par un cercle d'alliances hostiles, de l'empêcher de trouver un allié européen. Les éléments de ce cercle sont:
 - a. l'Alliance des trois empereurs (1873) entre l'Allemagne, la Russie et l'Autriche-Hongrie, convention consultative en cas de changements dans le balance européen;
 - b. la Duplice (1879) entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, alliance militaire, qui vise une agression possible venue de la France ou de la Russie (la Russie se sent isolée par ses alliés pendant le Congrès de Berlin en 1878);
 - c. la Triple (1882), alliance élargie avec l'Italie, toujours orientée contre la France; la Roumanie se joint à la Triple en 1883.
 - d. l'Entente méditerranéenne (1887) entre toutes les puissances ayant des possessions dans la région, excepté la France (Grande Bretagne, Espagne, Italie, Autriche-Hongrie) pour maintenir le statu quo contre la France et la Russie.
7. Le système isole la France en l'orientant vers une expansion coloniale, où elle se confronte avec la Grande Bretagne (en Afrique centrale ou en Indochine, 1887-1896), mais isole aussi la Russie, qui s'affronte à la Grande Bretagne en Asie centrale (Afghanistan, 1884-1887).



LE SYSTÈME BISMARCKIEN 1872-1890

1er système bismarckien (1872-75)

1872-73 Entente des trois empereurs (Allemagne, Autriche-Hongrie et Russie)

Conventions du 6 juin 1873

- entre la Russie et l'Allemagne,

- entre l'Autriche-Hongrie et la Russie.

22 octobre 1873 L'empire allemand

s'associe à cette dernière entente.

1874 L'Italie les rejoint.

2ème système bismarckien (1878-90)

7 oct. 1879 Traité de Vienne instituant la Duplice (Allemagne et Autriche-Hongrie)

18 juin 1881 Nouveau Traité des Trois Empereurs (jusqu'en 1887) Vienne instituant la Duplice (Allemagne, Autriche-Hongrie et Russie) que l'Italie rejoint en 1882.

20 mai 1882 Triple Alliance ou Triple (Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie).

1887-89 Traité secret de contre-assurance (Allemagne-Russie).

1894 Alliance franco-russe.

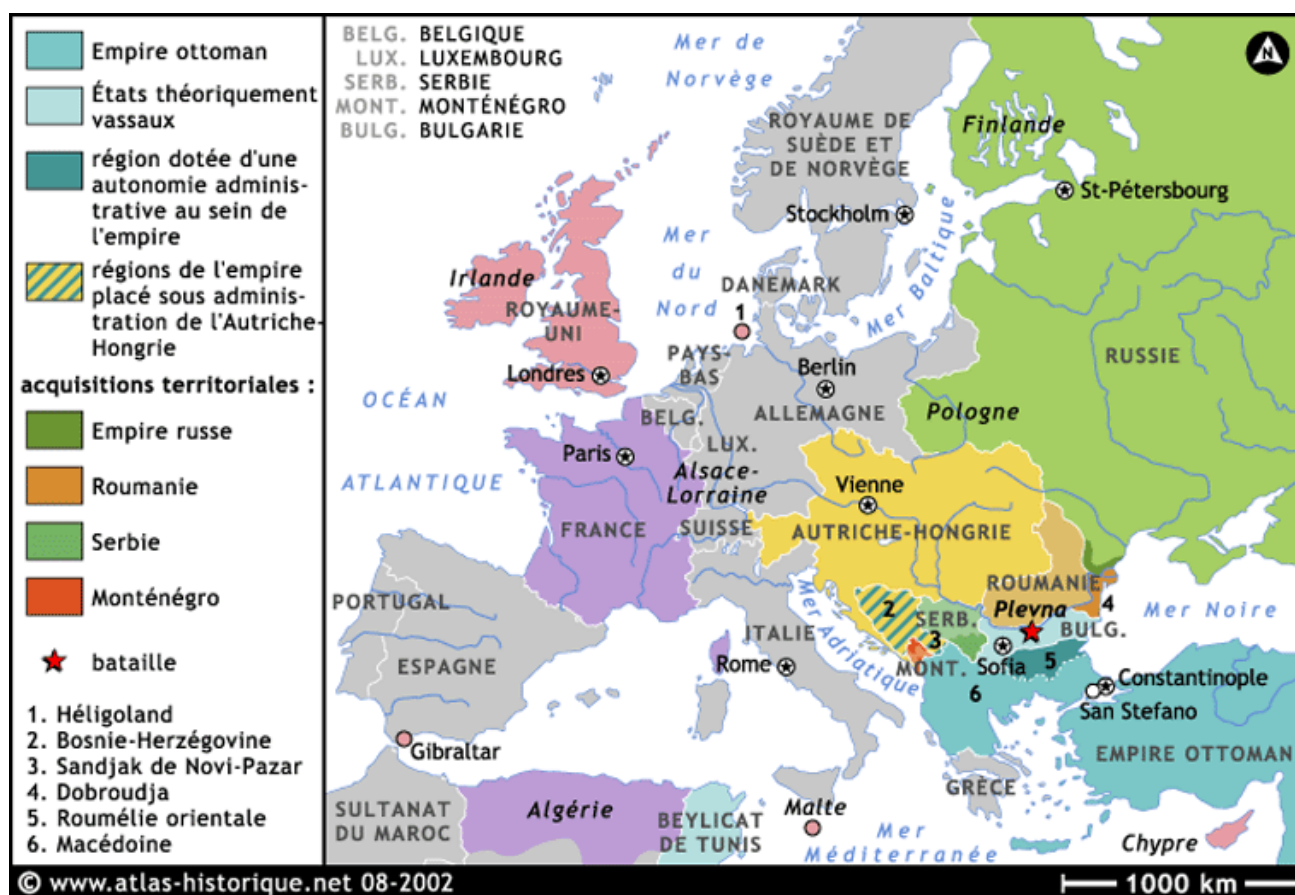
juin 1902 Accord secret franco-italien.

1904 Entente cordiale (France, Royaume-Uni, Russie).

R. GIMENO, P. MITRANO - décembre 2001

8. Cet isolement rapproche la France et la Russie. Un nouveau système d'alliances apparaît, contraire aux alliances de Bismarck (qui démissionne en 1890):
 - a. l'alliance franco-russe de 1891-1893 (signent plusieurs accords);
 - b. l'Entente cordiale de 1904 entre la France et la Grande Bretagne, mettant fin à leurs rivalités coloniales en face de la menace allemande en Europe;
 - c. la Triple Entente de 1907 après la signature d'un accord entre la Grande Bretagne et la Russie sur l'Asie centrale.
 - d. l'Alliance balkanique de 1912 entre la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et le Monténégro contre la Turquie et l'Autriche-Hongrie;
 - e. la Triplice (Triple alliance) de 1882 reste toujours, mais l'Italie commence à prendre des distances en 1902, signant in accord avec la France.
9. Le monde est divisé en deux camps, se préparant à une confrontation majeure. La guerre de Tripolitane (1911) au cours de laquelle l'Italie occupe la Libye (province de l'Empire ottoman) et les guerres balkaniques de 1912-1913 (le partage de l'héritage ottoman) montrent une égalité relative dans les forces des deux protagonistes européens.

L'Europe en 1878



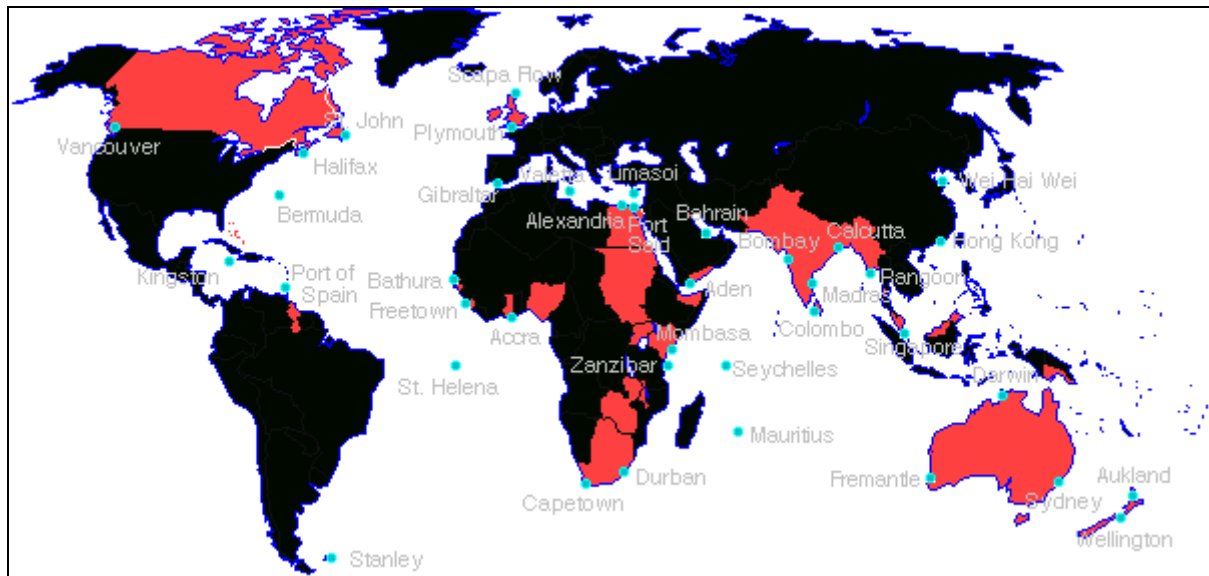
L'expansion coloniale des puissances européennes

Le dernier quart du 19^e siècle est la période d'une expansion coloniale intense des puissances européennes, telle la Grande Bretagne et la France. Vers 1900 tout le territoire du monde est en pratique partagé par les puissances européennes et de plus en plus la quête de nouvelles colonies, sources de matières premières, provoque de conflit internationaux.

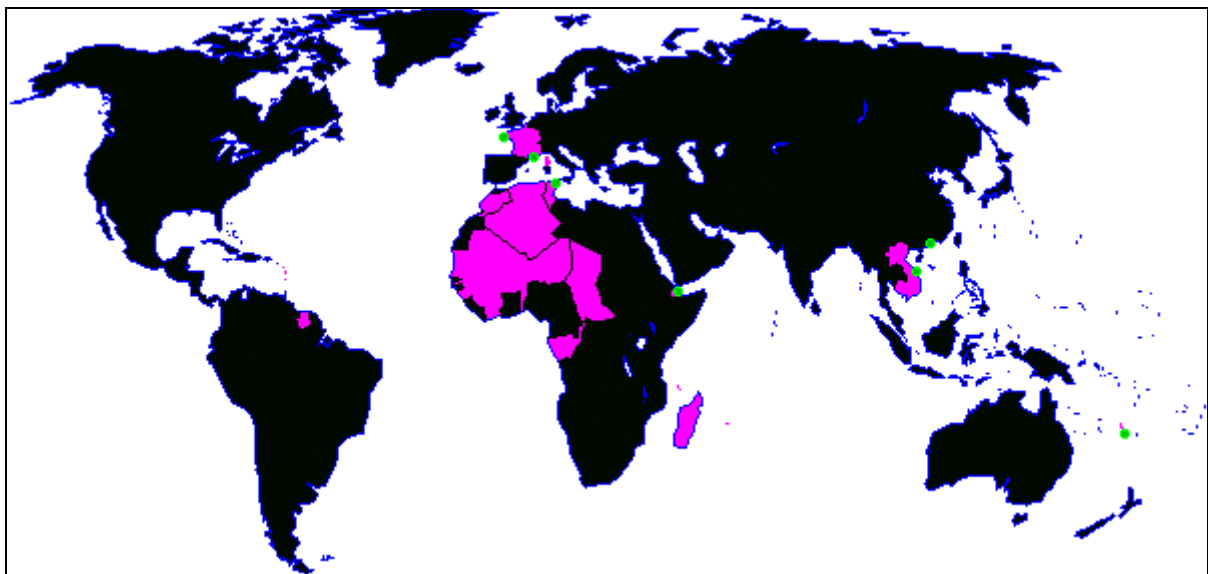
Les conflits sont autant pour contrôler les ressources terrestre, que pour contrôler les routes maritimes :

- Le Congo et les sources du Nil ;
- Le Maroc et la Gibraltar ;
- L'Égypte et le canal de Suez (mis en exploitation en 1869) ;
- Le Cap (Afrique du sud) ;
- Madagascar et le détroit de Mozambique ;
- Aden et le détroit de Bab el-Mandeb ;
- L'Indochine.

L'empire colonial britannique

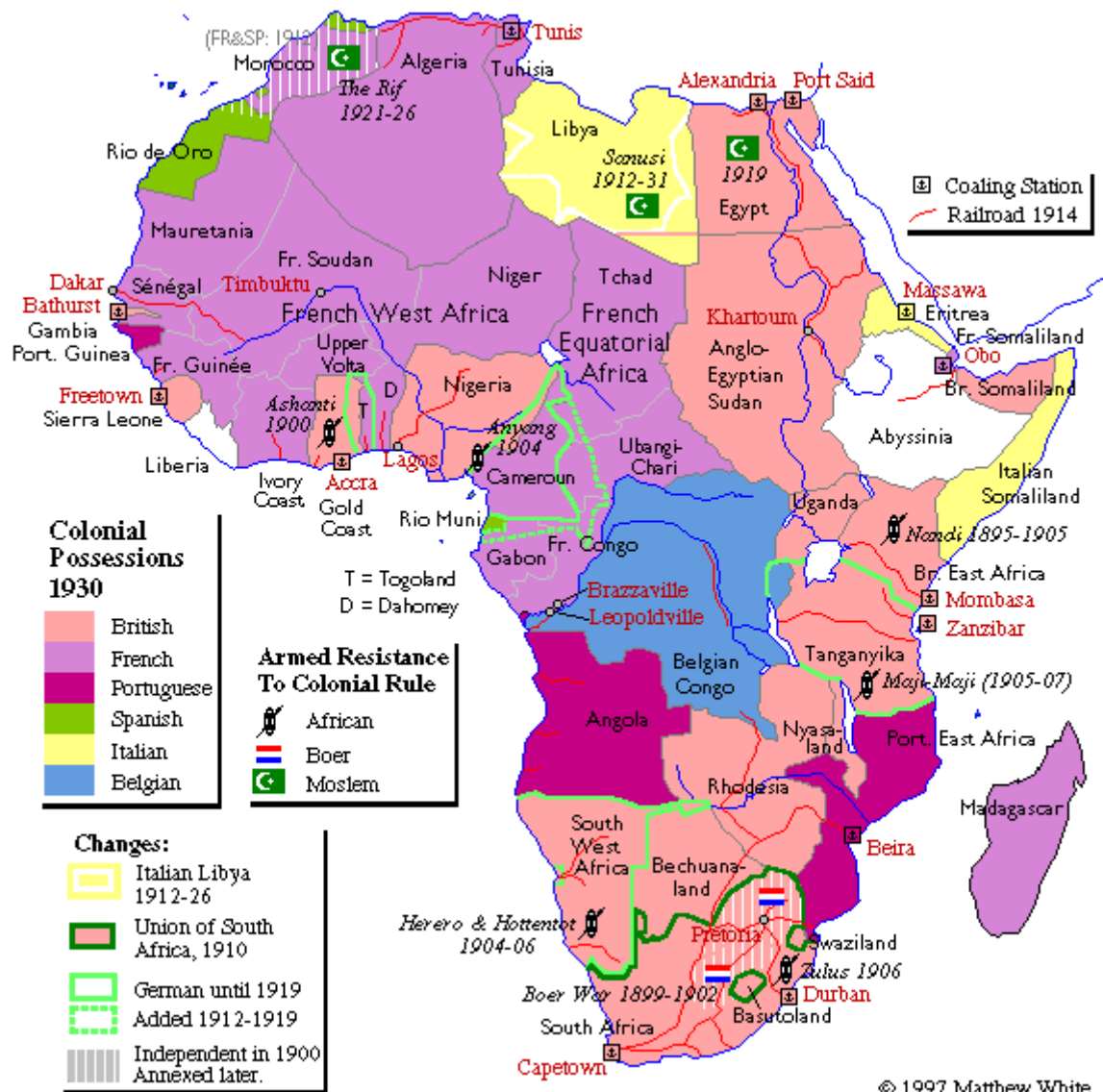


L'empire colonial français



L'Afrique attire le plus les puissances européennes, qui y rencontre des sociétés fortement organisées et des résistances farouches : les Arabes au nord, les Africains noirs partout en Afrique sub-saharienne, les Boers (colons hollandais) en Afrique du sud.

Le partage de l'Afrique vers 1914



La crise de l'Empire ottoman

L'Empire ottoman, en pleine expansion jusqu'à la fin du 17^e siècle (en 1683 les ottomans assiègent Vienne), commence à subir les premières défaites et à céder des territoires aux puissances européennes (depuis les traités de Karlowitz de 1699). Ainsi naît la « Question d'Orient » - le partage de la succession ottomane.

Les protagonistes sont d'un côté les puissances européennes comme l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, La Russie en Caucase dans le Balkans et en Asie centrale, la Grande Bretagne en dans la Méditerranée orientale, l'Égypte, l'Arabie et l'Asie centrale, l'Italie dans l'Afrique du nord (Cyrénaïque). D'un autre côté au sein de l'Empire ottoman se développent des nationalismes modernes et des mouvements d'émancipation nationale chez les peuples chrétiens des Balkans (Grecques, Serbes, Bulgares, Roumains, Arméniens, Albanais), ainsi que chez les peuples non-turques comme les Kurdes et les Arabes en Arabie, en Égypte, en Syrie et en Irak. Un nationalisme des Turques s'oppose aussi à l'idée impériale au début du 20^e siècle.



L'émancipation des Balkans

- 1812 – Guerre Russo-turque. Serbie autonome.
- 1830 – Grèce indépendante; Serbie tributaire.
- 1831 – Valachie et Moldova autonomes.
- 1859 – Union des principautés danubiennes – Roumanie.
- 1878 – Traité de Berlin. Serbie indépendante; Principauté de Bulgarie tributaire; Roumélie orientale autonome; Roumanie indépendante.
- 1881 – Proclamation du Royaume de Roumanie.
- 1882 – Proclamation du Royaume de Serbie.
- 1885 – Union de la Principauté de Bulgarie et de la Roumélie orientale.
- 1898 – Crète autonome.
- 1908 – Proclamation du Royaume de Bulgarie.



La division de l'Europe en deux alliances

L'Entente cordiale

Un texte d'André Larané, in : Hérodote.net -

<http://www.herodote.net/histoire/evenement.php?jour=19040408#canalacad>

Le 8 avril 1904 est officialisée l'Entente cordiale entre le Royaume-Uni et la République française.

Il ne s'agit pas d'une alliance mais d'un simple accord destiné à aplanir les différends coloniaux entre les deux ennemis héréditaires. C'est déjà beaucoup si l'on songe que les deux pays avaient été sur le point de se combattre six ans plus tôt à propos de Fachoda, une misérable bourgade du Soudan. En France, ce souvenir est encore dans toutes les mémoires et l'on ne cache pas sa sympathie pour les Boers d'Afrique du Sud en guerre contre Londres.

Londres et Paris avaient déjà eu l'occasion de nouer une Entente cordiale deux générations plus tôt, sous le règne du roi Louis-Philippe 1er. Le vieux roi septuagénaire avait rencontré à plusieurs reprises la jeune reine Victoria au château d'Eu, en Normandie, avec la bénédiction de son ministre François Guizot. Le premier, il avait parlé de cordiale entente. Cette relation personnelle s'était prolongée sous le règne de Napoléon III et les deux pays avaient engagé côte à côte de grandes opérations militaires en Russie ou encore en Chine.

Un équilibre européen menacéLes liens entre les deux nations se dénouent à nouveau au début de la IIIe République, lorsque celle-ci se pose en rivale de l'Angleterre dans la colonisation des dernières terres insoumises de la planète. Mais en 1882, le chancelier allemand Bismarck parvient à réunir l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie au sein de la Triple Alliance ou Triplice en vue de prévenir une éventuelle agression de la Russie ou de la France.

Après l'éviction du «chancelier de fer» (1891), l'empereur allemand Guillaume II manifeste rien moins que l'ambition de concurrencer le Royaume-Uni sur les mers. Il se lance dans la construction d'une puissante flotte de guerre, affirmant que «l'avenir de l'Allemagne est sur l'eau». À Londres, le roi Édouard VII réplique en affirmant que «l'océan n'a qu'un maître» et que pour chaque bâtiment sorti des chantiers navals allemands, l'Amirauté britannique en construira deux.

Ces rodomontades n'empêchent pas les dirigeants britanniques de s'inquiéter du «splendide isolement» de leur pays. Ils se disent que celui-ci ne peut s'opposer impunément à tous les grands pays européens (Russie, Allemagne, France).

Ils appréhendent la montée de l'Allemagne et regrettent que l'empereur Guillaume II, bien que petit-fils de la défunte reine Victoria, rejette la main tendue du gouvernement britannique. En France, le rapprochement avec Londres est discrètement mais fermement promu par le ministre des Affaires étrangères Théophile Delcassé. Celui-ci, républicain de gauche anticlérical et nationaliste, déplore que la France se réconcilie avec l'Allemagne et oublie la perte de l'Alsace-Lorraine en 1871.

L'opinion contre l'Entente cordialeDésireux d'une revanche sur l'Allemagne, Théophile Delcassé prépare de futures alliances contre elle. C'est ainsi qu'il conclut un accord secret avec l'Italie le 24 décembre 1900 concernant des questions coloniales en Tunisie et en Tripolitaine (Libye). Delcassé profite par ailleurs de ce que l'opinion publique est accaparée par l'affaire Dreyfus pour entamer des discussions avec ses homologues britanniques.

Il tire parti des bonnes relations de l'ambassadeur de France à Londres, Paul Cambon, avec le roi Édouard VII.

Amoureux du gai Paris et passionnément désireux de voir aboutir l'Entente cordiale, le roi a accédé au trône deux ans plus tôt, à l'âge déjà avancé de 60 ans.

Il n'hésite pas à «mouiller sa chemise». C'est ainsi qu'il débarque en France pour un voyage officiel de trois jours en vue de rallier l'opinion anglophobe à sa cause.

Le 1er mai 1903, le roi serre la main du président Émile Loubet à la descente de son train à la gare du bois de Boulogne, près de la porte Dauphine (Paris).

L'accueil des Parisiens est glacial. On entend des : «Vive Jeanne d'Arc !» ou «Vive les Boers !» sur le trajet du cortège. Mais la bonhomie et l'amour sincère du roi pour la France ont raison de l'anglophobie ambiante. Au théâtre, il lance un compliment émouvant à une actrice en vogue. L'anecdote fait le tour du pays et le voyage s'achève sous les vivats.

L'Entente avant la RevancheL'accord, réduit à quatre articles, est enfin signé à Londres par le secrétaire au Foreign Office, Lord Lansdowne, et l'ambassadeur Paul Cambon. Il ne s'agit en aucune façon d'une alliance (il n'est pas encore question de se porter secours en cas d'agression).

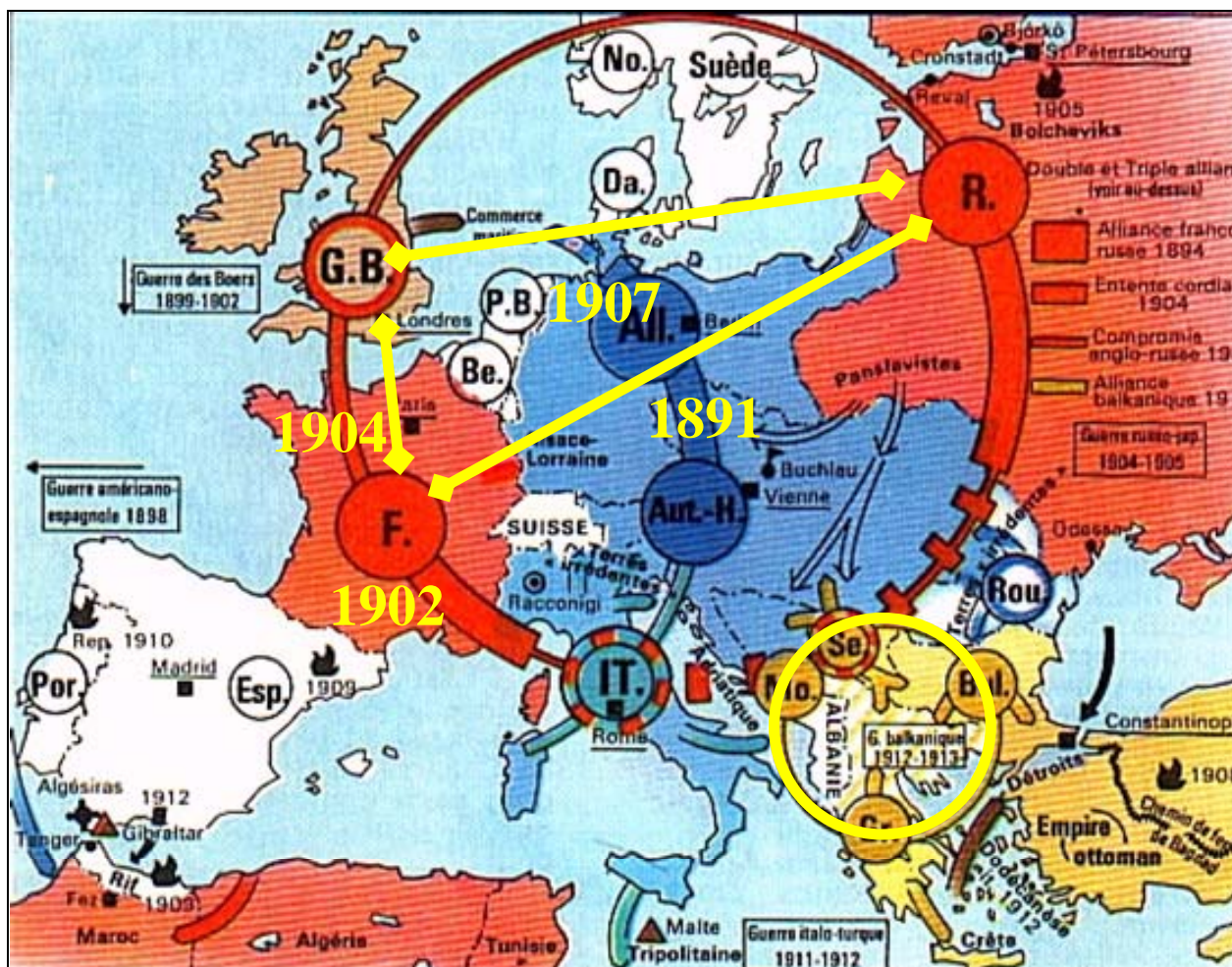
– L'accord résout en premier lieu un litige sur le monopole français de la pêche à la morue dans les eaux de Terre Neuve en échange de quelques avantages concédés à la France au Soudan.

– Il règle quelques difficultés au Siam (Thaïlande), à Madagascar, aux Nouvelles-Hébrides....

– Il précise surtout les objectifs immédiats des deux grandes puissances impérialistes du moment : Paris laisse les mains libres à Londres en Égypte et, en contrepartie, se voit reconnaître une liberté d'action au Maroc.

En définitive, l'Entente cordiale va se renforcer d'année en année jusqu'à déboucher sur une alliance pleine et entière dans la Première Guerre mondiale dix ans plus tard.

L'Europe des alliances vers 1908



L'Entente cordiale (1904) est suivie par un accord similaire sur les différends entre la Russie (après sa défaite par le Japon en 1904) et la Grande Bretagne, qui craint de plus en plus l'effort de l'Allemagne à construire une marine militaire suivant le fameux « plan Tirpitz ». Le plan prévoit « la mise en chantier de 17 cuirassés de ligne, 8 cuirassés côtiers, 35 croiseurs et 2 vaisseaux de ligne. » (cf. Wikipédia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Kaiserliche_Marine).

Vers 1912-1913 la Triple Entente (France, Grande Bretagne, Russie) devient une alliance militaire, qui s'affrontera à la Triple alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie), devenue en 1915, après le retrait de l'Italie, la Quadruple alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Turquie, Bulgarie).

Une première confrontation indirecte entre les deux alliances est pendant les deux guerres balkaniques (1912-1913) : L'Alliance Balkanique entre la Bulgarie, La Serbie et la Grèce est soutenue par l'Entente, alors que sa rupture est bien attisée par la Triple alliance.

Les guerres balkaniques 1912-1913



L'Europe divisée en 1914



La Triple Alliance (Triplice)

- La Duplice (Allemagne et Autriche-Hongrie, 1879).
- La Triplice (avec l'Italie, 1882).

La Triple Entente

- L'Alliance franco-russe (1891-1893).
- L'Entente cordiale (France et Grande Bretagne, 1904).
- La Triple Entente (avec la Russie, 1907).